

5<sup>e</sup> ÉDITION DU SALON DE LA PHARMACIE

# La situation du marché du médicament préoccupe les professionnels

*Les professionnels du médicament se sont rencontrés, hier, dans le cadre du Salon international de la pharmacie et de la parapharmacie Siphel 2012. La manifestation s’est déroulée sous le signe de la réalité sanitaire du pays. Pour les professionnels présents, la problématique liée au marché du médicament reste préoccupante.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Pour cette cinquième édition du Siphel, les organisateurs ont rassemblé une trentaine d'exposants dont la plus grande partie représente les laboratoires de fabrication de médicaments. Les professionnels de la

santé, présents à la rencontre, auront lors des conférences et des débats la possibilité de discuter des problèmes qui minent le secteur et les répercussions sur les malades. Pour M. Louber Yacine, pharmacien et organisateur de la rencontre, il s'agit de rassembler

les professionnels en vue d'enrichir le débat sur la fabrication du médicament en général et sur le générique en particulier. «Les professionnels présents pourront se rencontrer en vue de trouver ensemble, dans cet espace, les solutions aux problèmes de l'activité sensible qui est la production pharmaceutique et parapharmaceutique», a déclaré M. Louber.

Précisant, en outre, que les participants à la rencontre, les professionnels de la santé, pourront jouir d'une meilleure proximité en vue d'échanger les expériences. Présents aussi en

force au Salon, les représentants de la Cnas sont venus expliquer les nouveaux dispositifs liés aux soins et au remboursement des médicaments dont la carte Chifa.

Pour M. Acheuk Chaouki, responsable à la Cnas, il s'agit de promouvoir les nouvelles prestations aux assurés. Il évoquera, entre autres mesures, le conventionnement de 2 000 médecins sur le territoire national. Une opération pilote a été lancée en 2011 dans la ville de Annaba pour évaluer la procédure. Pour le responsable, la mesure sera généralisée aux

autres wilayas du pays par le biais de médecins traitants choisis par les assurés.

M. Acheuk rappellera aussi que la carte Chifa sera généralisée et obligatoire à partir de l'année 2013. Une série de conférences ponctuera, par ailleurs, le Siphel et seront axées sur les thèmes des réformes de l'assurance maladie, la généralisation du dispositif du médecin traitant, la diététique ainsi qu'une intervention du président de la Forem sur la sensibilisation du danger de la toxicomanie.

F.-Z. B.

BANCARISATION, POSTE ITINÉRANTE, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TÉLÉPHONIE MOBILE, ETC.

## Les grandes ambitions d'Algérie Poste

*«Le projet de bancarisation d'Algérie Poste sera mené à terme et verra le jour dans moins de deux années.» C'est en ces termes, que le directeur général de l'opérateur historique de la poste, M. Mohand-Laïd Mahloul, a tenu à réaffirmer la détermination des pouvoirs publics à réaliser cet important projet.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les assises de la conférence d'Algérie Poste dont les travaux se sont déroulés hier à l'hôtel El Marsa de Sidi Fredj ont constitué une opportunité pour son patron de réitérer «la détermination de l'employeur de donner à cette entreprise sa véritable place au sein de la société».

D'ailleurs, lors de son intervention devant les membres délégués, M. Mahloul a lancé un appel aux représentants des travailleurs afin de «conjuguer tous les efforts à même d'instaurer au sein de l'entreprise l'esprit d'appartenance à la famille de la poste».

Mieux encore, le patron d'Algérie Poste, dans une déclaration exclusive au *Soir d'Algérie*, s'est longuement expliqué sur «les ambitieux projets que notre entreprise a, d'ores et déjà, lancés et dont la réalisation verra le jour dans moins de deux années». C'est dans ce cadre qu'il dira que l'objectif premier recherché est «celui de redonner à la Poste sa véritable dimension au sein de la société». «Nous avons des ambitions. On n'est pas seulement des théoriciens, mais des hommes d'action qui s'attèlent à mettre en pratique ce que nous préconisons », a ajouté notre

interlocuteur et de préciser : «Notre motivation n'est pas de faire du business mais nos actions s'inscrivent dans le cadre d'une politique de stabilisation sociale.»

Le directeur général d'Algérie Poste qui compte porter le nombre d'agences postales à 4 000 à l'horizon 2014 et 5 000 en 2020, considère que «la concrétisation du projet de la bancarisation d'Algérie Poste constituera un événement majeur dans la vie de notre entreprise». Il dira d'ailleurs que «la réalisation de cet ambitieux projet exige le lancement de quinze importants projets avec des partenaires dont ATM Mobilis».

Pour lui, «la priorité des priorités pour notre entreprise est de pouvoir inscrire son programme d'action dans le cadre des mutations socioéconomiques que connaît notre pays». «Pour atteindre tous ces objectifs, il nous faut donc une

implication totale de l'ensemble du personnel de notre entreprise, de sa mise à niveau et de la culture d'un esprit de famille. Il s'agira également de conforter la modernisation de la Poste et de la consolider à travers la réhabilitation de ses métiers de base. C'est dans ce cadre que nous lancerons très prochainement la poste itinérante ou encore le transport de la marchandise, et ce, à travers un système de filialisation», ajoute notre interlocuteur. A noter que la conférence d'Algérie Poste devait élire sa première direction nationale syndicale, et ce, huit années après la séparation de la Poste des télécoms. Une conférence qui s'est tenue sous l'égide de la Fédération de la poste et des télécommunications sous la bannière du secrétaire national chargé de l'organique, M. Maïza.

A. B.

SKIKDA

## La première unité privée de chlore-soude d'Algérie est née

*La première unité privée de chlore-soude, la troisième du pays, a vu le jour à Skikda.*

Appartenant au groupe Ammar (Hameni), elle a été qualifiée par Derek B. Lubie, président de l'Electrolytic Technologies Corporation, entreprise chargée de l'équipement de la première unité antiterroriste d'Algérie (elle est anti-déflagration). Elle dispose ainsi d'une certification du département de sécurité interne (DHS) des États-Unis. D'une capacité annuelle de 35 000 tonnes par an et une eau de Javel de 48°, l'unité a coûté la bagatelle somme de 11 millions de dollars (800 millions de dinars), dont 75% transférables en devises. Le projet a été lancé en 2008, il a pu voir le jour grâce à un apport de 70% de la Société Générale, le restant étant sur fonds propres. L'objectif est d'approvisionner le marché national à hauteur de 10% de ses besoins. C'est dire qu'il faut 10 autres unités pour que les besoins nationaux soient satisfaits. Les propos sont de Kamel Hameni, gérant du groupe Ammar, se basant sur les études faites par son BET et sur les chiffres communiqués par le Centre national de l'informatique et des statistiques. En matière d'impact sur l'environnement, le niveau de pollution est presque de 0%. «Les résidus de la production sont l'hydrogène (qui sera dispersé dans l'atmosphère), le sel, le magnésium et le calcium, qui seront utilisés comme des engrais, ainsi il n'y aura pas de produits toxiques dans la nature», lit-on dans le dépliant distribué. En matière d'emplois, 39 postes ont été créés, dont 26 pour l'encadrement. Deux personnes, dont le gérant, ont bénéficié d'un cycle de formation à Miami, aux États-Unis. L'unité utilise

une technologie de pointe. Selon le représentant de la société tunisienne Shariket Mehiri Lil Intaj, basée à Sousse et sous-traitant pour le compte de l'entreprise américaine, «l'électrolyse est une nouvelle technologie. Le

prix de revient est moins cher que l'ancienne à base de mercure. D'où la meilleure rentabilité engrangée. Même en matière d'énergie, l'économie est plus importante». Le montage de l'unité a été le fait de la Sarl Plask, basée

à Skikda. L'objectif est également, selon Hameni Kamel, d'atténuer l'ampleur de l'importation de Tunisie, d'Espagne et d'autres pays. Le lancement de l'unité se fera incessamment.

Zaïd Zoheir

TRANSPORT DE MARCHANDISES

## Vers la mise en place d'un cluster

*Un cluster, ou regroupement des divers intervenants dans la chaîne logistique et transport des marchandises est lancé dans le cadre du programme de développement économique durable Deved, impulsé sous l'égide de l'agence de coopération allemande au développement GIZ et de la Direction générale de la PME au ministère de tutelle.*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Vocation de ce regroupement, contribuer au développement de ce secteur, générateur de 10% de la richesse nationale et créateur de près de 2 millions d'emplois mais souffrant notamment d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, des prestations faibles, voire sujettes à l'informel, ainsi que du problème des retours à vides qui affecte plus de 50% du parc.

Dans le but de pallier ces dysfonctionnements, améliorer les capacités concurrentielles et d'innovation et renforcer le pouvoir de négociation des entreprises et associations professionnelles, plusieurs actions sont lancées en vue de concrétiser ce cluster.

Il s'agit notamment de mettre en réseau les divers acteurs institutionnels et entrepreneuriaux, le lancement

d'une task force ainsi que la création d'une bourse méditerranéenne de fret. En ce sens, l'on propose d'instituer le paiement selon la tonne kilométrique.

La problématique de l'accès au financement constitue justement l'une des thématiques de réflexion et d'action du programme Deved, dont le bilan et les perspectives pour 2012 ont été présentés hier à l'hôtel Sofitel à Alger.

A ce titre, le développement de la micro-finance, un outil d'insertion économique et non pas de lutte contre la pauvreté, est à l'honneur. Divers chantiers sont lancés en ce sens, en partie-

nariat notamment avec la banque Al Baraka et l'Institut des hautes études financières, à destination de l'entrepreneuriat féminin et juvénile certes et principalement des très petites entreprises (TPE) productives.

A ce propos, le délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (ABEF), Abderrahmane Benkhalfa, relève, en marge de la conférence, une évolution de 8 à 9% de l'accès des TPE au concours bancaire, au-delà des divers dispositifs «institutionnels» dont celui piloté par l'Angem.

C. B.

DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES

ZONES INDUSTRIELLES

## L'Aniref organise un séminaire de vulgarisation à Oran

L'Agence nationale de régulation et d'intermédiation foncière (Aniref) organise le 13 février prochain, un séminaire régional à Oran. L'occasion, selon la directrice générale de l'Aniref, M<sup>me</sup> Mokraoui, tant de réunir les acteurs économiques et institutionnels d'une dizaine de wilayas de l'Ouest mais aussi de présenter la nouvelle dynamique de régulation et de consolidation de l'offre foncière. Il s'agit justement de la création de 39 nouvelles zones industrielles, d'une superficie de 9 000 ha, réparties sur 33 wilayas et 8 espaces de promotion territoriale, en proximité avec l'autoroute Est-Ouest. Agréée par les pouvoirs publics, consolidée par l'apport d'expertise du programme Deved, cette dynamique est déjà lancée et bénéficie des conditions idoines, selon la directrice générale de l'Aniref.

C. B.

TRANSPORT

300 nouveaux bus pour l'Etusa

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain (Etusa) va renforcer son parc avec l'acquisition de 300 nouveaux bus.

«Certains de ces bus seront adaptés aux zones difficilement accessibles pour les bus actuellement disponibles», a précisé, hier, le ministre des Transports.

Amar Tou, qui s'est exprimé en marge de la cérémonie organisée par l'Etusa en l'honneur des meilleurs chauffeurs de l'année 2011, a souligné que l'entreprise publique de transport rebondit après une période de difficultés où elle a failli disparaître.

Amar Tou, qui rassure que le réseau de transport sera amélioré avec les extensions des lignes du métro et du tramway, a indiqué que les essais à blanc du second tramway reliant les Bananiers dans la commune d'El Mohamadia aux Fusillés à Ruisseau débiteront vers la première semaine du mois de mars prochain.

Par ailleurs, l'Etusa, pour encourager ses chauffeurs, a organisé, pour la seconde année consécutive, une cérémonie pour récompenser les meilleurs chauffeurs. 24 chauffeurs parmi les 2 400 que compte l'entreprise dans la capitale ont été désignés meilleurs chauffeurs de l'année 2011.

Ne pas avoir commis d'effraction pendant une période de cinq ans au code de la route, tel est le critère pris en considération par la commission chargée de désigner les meilleurs chauffeurs.

L'entreprise compte, à partir de l'année prochaine, désigner les meilleurs chauffeurs au niveau national.

S. A.